

Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

Absents :

Véronique DEMON.

Principes de mise en oeuvre de la mutualisation des services de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier au service des 31 communes et du projet de territoire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les autres communes membres de la Métropole intéressées et volontaires souhaitent s'engager dans une démarche de mutualisation des services. Cette démarche, qui est rendue obligatoire par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, vise en premier lieu à rapprocher les services de la Métropole et de la Ville centre et à y associer les services des autres communes qui pourraient être intéressés par la démarche.

1. Une démarche au service du projet de territoire et de la cohérence de l'action publique :

Cette démarche a deux objectifs essentiels.

Il s'agit en premier lieu de construire une organisation à même de relever les défis du mandat :

- Structurer les 6 piliers du projet métropolitain : santé, développement numérique, mobilité et déplacements, développement touristique, agro-écologie/alimentation, patrimoine/culture et l'égalité des chances ;
- Développer les coopérations au sein du bloc communal, dans une logique de coopérative de services à destination des communes ;
- Placer la proximité, la réactivité et l'innovation au coeur des politiques publiques ;
- Gérer la contrainte : « faire mieux avec moins » ;
- Se préparer au transfert ou à la délégation potentielle de certaines compétences du Département (confirmé par l'examen du projet de loi NOTRE en première lecture), de la Région et de l'Etat.

Il s'agit par ailleurs d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques publiques au sein du bloc communal en privilégiant la transversalité dans les réponses proposées aux habitants et aux usagers.

2. Vers une administration rassemblée :

Sur la base de ces objectifs politiques, il est proposé d'engager dès cette année une démarche de réorganisation de l'administration de la Métropole et de la Ville-centre autour de trois principes fondateurs.

- Une organisation rassemblée associant des services municipaux, métropolitains et mutualisés
 - Des services municipaux pour les compétences purement municipales (exemples : éducation, petite enfance, tranquillité publique) ;
 - Des services métropolitains pour les compétences totalement métropolitaines avant le 1^{er} janvier 2016 ou à compter du 1er janvier 2016 (exemples : eau et assainissement, gestion des déchets, entretien de l'espace public, planification urbaine, etc.) ;
 - Des services mutualisés pour les compétences ou fonctions supports partagées : dans un premier temps, l'ensemble de la direction générale puis le moment venu, et en fonction des arbitrages, des directions transversales (exemples : finances, ressources humaines, informatique, affaires juridiques et commande publique, moyens généraux, etc.) ou certaines directions opérationnelles (exemple : culture, sport).
- Une organisation contribuant activement à la structuration d'une coopérative de services aux communes

La construction d'une administration rassemblée entre la Métropole et sa Ville-centre s'opèrera au bénéfice des 31 communes et sera un vecteur efficace pour développer des coopérations multiples et diverses au sein du bloc communal : animation de réseaux d'expertise thématiques (ex : affaires juridiques, aménagement opérationnel, plans communaux de sauvegarde), mise en place de services communs « à la carte » (exemple : maintenance informatique, gestion des salles spectacle communales), coordination accrue entre les politiques communales et métropolitaines sur des champs partagés (exemple : culture et sport).

3. Une méthode de travail garantissant transparence, équité et association active de l'ensemble des parties prenantes :

La réussite de cette démarche repose sur une large association de l'ensemble des parties prenantes concernées à toutes les étapes du projet :

- L'ensemble des élus concernés seront mobilisés au travers d'un groupe de travail politique dédié, qui permettra de présenter, discuter et amender les différentes hypothèses de travail étudiées par l'administration, en amont de leur présentation en Conférence des maires et/ou en Bureau municipal ;
- L'encadrement (directeurs, chefs de service) et les directeurs généraux des services des communes) seront associés aux principales propositions stratégiques via les groupes de travail et seront régulièrement réunis pour être informés des points d'avancement de la démarche ;
- Les agents seront directement informés au travers d'un support de communication interne spécifique (qui paraîtra autant que de besoin) et de réunions dédiées ouvertes à tous. Il leur sera également proposé de participer, sur la base du volontariat, à des ateliers de travail collaboratifs destinés à alimenter la rédaction d'un projet d'administration partagé et concerté ;
- Les organisations syndicales seront invitées à participer à un comité de suivi dédié à cette démarche.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- valider les principes et les conditions de mise en oeuvre d'une démarche mutualisation des services cités ci-dessus ;

- autoriser Monsieur le Maire, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name Philippe Saurel.

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2015